








L'hôpital Robert-Debré en PLS ! Services et personnels à bout de souffle !

Dans la continuité d'une crise sans fin, l'été fut laborieux. Alors que ce gouvernement jurait la main sur le cœur un « Passe Sanitaire » provisoire sans contrainte vaccinale. Pour les hospitaliers, dès le 9 août, c'est l'état d'urgence sanitaire au cœur de la période estivale qui s'impose « En Marche » forcée avec l'obligation vaccinale pour travailler. Notre syndicat CGT s'est mobilisé pour lutter à l'hôpital comme dans la rue avec les passionnés de la liberté.

-  Non aux lois liberticides;
-  Non au passe sanitaire;
-  Non aux réformes retraites et chômage;
-  Pour la levée des brevets du vaccin;
-  Pour + de lits à l'hôpital public.



En même temps, notre syndicat accompagne les collègues aux convocations en vue d'être mis à l'écart. Seule la CGT s'engage sur la position de convaincre sans contraindre. En même temps, face à la pénurie de personnel et de lits fermés, n'est-il pas prioritaire de réintégrer les suspendus avec la doctrine médicale « bénéfice/risque », la question se pose !

La rentrée sociale à l'hôpital connaît des mobilisations par métier.

Les PSYCHOLOGUES démarrent le bal devant le ministère avec une audience pour ensuite se rendre à l'assemblée nationale en interpellant les élus.



Ensuite, TOUS ENSEMBLE, le 5 octobre pour + d'emplois, + de rémunération, + de lits et + de services publics.

Le 7 octobre, les sages-femmes prennent la rue en mode « CODE NOIR ». Les IADE se transforment en mode « BLOC MORT » sur une semaine complète. Le 16 novembre, les TH-TSH (en colère) revendiquent une reconnaissance et des moyens.

Alors que les CHSCT Comité d'Hygiène et Sécurité de Travail, les Danger Grave Imminent (URGEB, CHIRURGIE), les cellules de crise s'enchaînent ! EPIVER s'invite 1 mois + tôt avec moins de lits et moins d'effectifs. La mobilité s'impose dans les services, les collègues sont rincés, refusent d'être un pion qui bouche un trou, les arrêts maladie pleuvent !

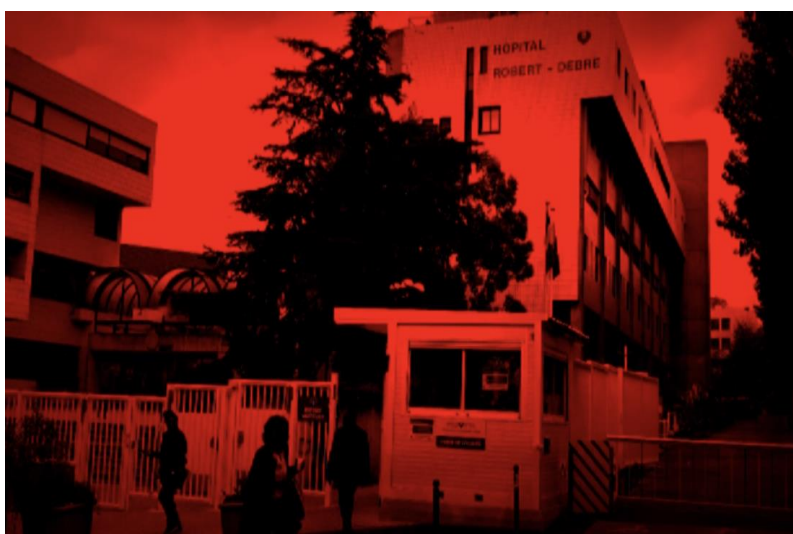
En pleine période de travaux et d'épidémie précoce, le service des urgences trinque comme jamais. Au même moment, c'est une réforme sans précédent du financement des urgences hospitalières qui dépouille les urgences pédiatriques de leur financement. A proximité, le personnel TRANSCOM est SUR-sollicité, est-ce que la direction renverra l'ascenseur !

Et puisque l'argent est le nerf de la guerre, on ne pouvait pas oublier le service des admissions frais de séjour traitement externe en pleine restructuration avec un nouveau projet imposé, appelé GAM. Depuis des mois, la CGT demande l'organisation présentielle et télétravail, le nombre d'embauches (composé de la moitié de contractuel), la NBI pour toutes. Des travaux ont été fait alors que la visibilité sur le reste n'est pas au rendez-vous malgré la réglementation qui l'impose.

La 5^{ème} vague sera la COLERE des hospitalières !

Les rendez-vous face à la direction se multiplient :

- A l'**URGEB**, les agents demandent le recrutement de personnel motivés et formés. La direction rame pour recruter et la procédure dégradée met des années à s'actualiser. 1 lot de consolation 2 CDD gagnés !
- En **GASTROENTEROLOGIE**, l'équipe demande du personnel. La direction et médecin misent sur la multiplication d'actes USC pour les traduire en euros afin d'embaucher des bras. Le temps passe !
- En **NEO-NATALITE**, l'équipe souhaite prodiguer des soins de qualité aux nouveaux nés de jour comme de nuit, l'axe revendicatif est l'embauche d'AXP pour le binôme avec l'IDE prévue par le projet de soin. La direction souhaite récupérer du temps en logistique et nettoyage d'incubateur ! Et ?
- L'**UAPO-ORL-CHIRURGIE** craquent, des arrêts en nombre à 2 chiffres face à la mobilité forcée. La direction piétine et s'enlise !
- Les **LOGES** avec la nécessité absolue de service est en difficulté pour veiller à la sécurité et des biens. Les collègues avec la CGT posent des questions, aucune réponse n'est communiquée. C'est la disparité d'effectifs, d'organisations, des droits entre sites. En même temps, la CGT alerte la direction RDB (Agnès PETIT), supra-GH (Vincent Nicolas DELPECH), générale (Martin HIRSCH) sur la mise à disposition des logements. C'est l'opacité sur les m2, caves, parking RDB, la non-réponse pousse à la presse à scandale.



Depuis juillet 2021, c'est + de 3000 personnels délaissés dans une période sanitaire dégradée.

L'absence de médecin du travail met en difficultés les collègues usés, rincés par le travail. La CGT seule prend ses responsabilités en déposant un **signalement au procureur de la République** au Tribunal judiciaire de Paris Parvis, consultable sur notre site, <https://robertdebre.reference-syndicale.fr>

Concernant la **COMMISSION DE SELECTION 2021**, notre syndicat a interpellé de nouveau les directions pour obtenir des réponses. Pas moins de 3 relances pour obtenir des morceaux de réponses, à recomposer, après la date de renvoi sous pli, vous comprendrez aisément nos difficultés à répondre. Pour les postes de 48 Adjoints Administratifs, 5 Agents Entretien Qualifiés, 37 Agents des Services Hospitaliers Qualifiés, les élus ne connaissent pas la répartition par hôpital et par service, c'est inacceptable.

Les organisateurs, difficilement accessible, entretiennent des échanges mails et téléphoniques. La magie du supra-GH, les interlocuteurs sont mi- visio ! Mi-réel ! Mi-disponibles ! Mi-indisponibles !

En séminaire en 2019, la CGT avait anticipé un rendez-vous pour 2021 dans cette nouvelle couche au mille feuilles, nos dirigeants étaient hilares ! Et pourtant, ces mêmes qui nous dirigent sont hors sol, éloignés de la vraie vie avec leurs orientations nauséabondes et maltraitantes pour le plus grand nombre.

A Robert-Debré, les témoignages sont unanimes.

Que l'on soit dans un bureau, en salle, au bloc ou ailleurs !

Que l'on soit soignantes, médico administratifs-techniques ou spécialisés !

Les conditions de travail sont dégradées à chaque étage, dans chaque métier, la colère gronde !

La direction renvoie systématiquement sur des plans d'actions en lâchant le moins possible.

Si nous tirons fort tous, ils tomberont et nous aurons nos revendications satisfaites, soyons solidaires.

Zéro PEPITE pour les CHARBONNEUSES, les HOSPITALIERS valent MIEUX que ça !

Gilets Jaunes, Gilets Rouges, Gilets Blancs ou Sans Gilet

Lors des casseroles de Robert-Debré, nous étions TOUS ENSEMBLE pour que l'immonde d'aujourd'hui n'arrive jamais !

Dans cette période, qui aurait misé sur l'augmentation des 183€ loin des 400€ qui n'est que le rattrape du coût de la vie et 10 années de gel du point d'indice.

Aucun d'entre NOUS ! Et pourtant c'est gagné !

Toujours debout, allons chercher ce qu'il reste !

+ lits, + de personnels, 32h, le point d'indice à 6€ ou les 400€ ...

Parce que toi, elle, moi, nous, vous, avons soif de + de services publics, du prix d'un carburant moins cher (+30%), EDF (+50%), Pain (+7%), Alimentation (+16%), Loyers (+16%), d'une justice sociale + égalitaire. En même temps, c'est 10% des ménages qui détiennent près de la moitié du patrimoine total.

Notre syndicat a choisi de s'inscrire, participer, s'associer à la contestation générale des Gilets Jaunes. Chacun ! Chacune peut venir y apporter son mécontentement, son rêve, sa parole pour construire ensemble un autre monde.



3 ans

**Si loin, si proche
SAMEDI est l'anniversaire**

Partout en France, marchons pour la justice sociale

le 20 novembre, à Paris

pour la troisième année consécutive. Notre syndicat appelle à la solidarité en rejoignant

le cortège, 12h BERCY

Le même jour, #NousToutes avec un rassemblement

CONTRE les violences faites aux femmes à 14h REPUBLIQUE

Nous revendiquons davantage de moyens pour la santé et l'hôpital public et, globalement, des budgets 2022 en rupture avec les politiques d'austérité.

Face à un Président de la République et un Gouvernement qui continuent de faire la sourde oreille aux revendications portées par les organisations syndicales des travailleurs-euses, il est temps de nous faire entendre. Aujourd'hui, le gouvernement doit prendre les mesures qui s'imposent et ouvrir les discussions nécessaires avec les corps intermédiaires et la population.

Samedi 20 Novembre, dans la RUE ensemble « Travail, Famine, Pâtes, Riz » !

Les **CAP** (commission administrative paritaire) **se transforment en LDG** (ligne de gestion). C'est le lieu d'échange sur nos carrières, leurs évolutions, notations, report de stagiairisation, TTV, licenciement...

Cette transformation éjecte les élus au sujet des évolutions, l'opacité va régner. Alors que les pairs pouvaient siéger, orienter, décider un passage dans un corps ou grade supérieur. Il faudra donc plusieurs interventions, poser des questions, anticiper et rassembler l'ensemble des interlocuteurs avec des mails en cascade. Jusqu'à l'indignation des décisions !

Pour la CGT, c'est **le passage au grade supérieur sans quotas, ni ratios**, un levier d'attractivité, ce mot tant prôné par les raboteurs de nos conquies sociaux.

Dès novembre, la direction générale veut redéfinir les contours des CAP pour les **élections professionnelles** prévues à partir du **8 décembre 2022**. Pour le faire c'est Madame Vanessa FAGE-MORELLE, DRH APHP (remplaçante de Sylvain DUCROZ) va s'y atteler, un bon exercice pour apprécier sa feuille de route.



En même temps, le **SEGUR** « un éléphant qui accouche d'une souris ». C'est l'allongement des carrières avec un reclassement pour quelques sous. La CGT n'est pas signataire, notre syndicat revendique **400€ net par mois pour toutes avec un point d'indice à 6€**.

Aujourd'hui trop de professions sont délaissés. Les rémunérations seront effectives dès octobre 2021, attention un travail administratif est nécessaire, des rappels seront effectués si rien n'est perçu aux rémunérations de fin octobre. Consultez les grilles sur notre site internet ou **#PasseAvecTaFiche2Paie**.

Le calendrier des prochaines dates à noter dans « vos agendas » :



<-- Samedi 20 novembre,

« Contre les violences sexistes et sexuelles au travail »
à 14h Place de la République

Samedi 27 novembre,

« Contre le racisme et les violences d'état »
à 15h Place Ménilmontant -->



Mercredi 1^{er} décembre (FO-CGT) rendez-vous 10h devant le **SIEGE APHP** en direction du Ministère.

Samedi 4 décembre (Tous ensemble) 13h au **Ministère** « Stoppons l'Immonde ».

INFO : « **congés annuels** », cela représente 25 jours ouvrés pour un temps plein, pour une année de service accompli du **1er janvier au 31 décembre**. Pour les agents travaillant à temps partiel, le nombre de jours est le même que pour les agents travaillant à plein temps, ils sont cependant rémunérés au prorata de leur quotité de temps de travail. Ils peuvent être déposés sur un compte épargne temps, dans la limite de 5 jours par an. Tracez vos demandes par mails évitent les tracasseries et constituent des preuves.

Que l'on soit de Nuit, en RR ou RRT

ON se mobilise, ON est présente, ON gagne et ON change la DONNE !